



**Loi modifiant la loi sur les  
manifestations sur le domaine  
public (*Manifestations à potentiel  
violent*) (LMDPu) (10615)**

**F 3 10**

*du 9 juin 2011*

---

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

**Art. 1 Modifications**

La loi sur les manifestations sur le domaine public, du 26 juin 2008, est  
modifiée comme suit :

**Art. 4, al. 5 (nouveau)**

<sup>5</sup> Le bénéficiaire de l'autorisation ou une personne responsable désignée par  
lui est tenu de se tenir à disposition de la police pendant toute la  
manifestation et de se conformer à ses injonctions.

**Art. 5, al. 3 (nouvelle teneur), al. 4 et 5 (nouveaux, l'al. 4 ancien devenant  
l'al. 6)**

<sup>3</sup> A cet effet, le département s'assure notamment que l'itinéraire n'engendre  
pas de risque disproportionné pour les personnes et les biens et permet  
l'intervention de la police et de ses moyens sur tout le parcours. Il peut  
prescrire que la manifestation se tient en un lieu déterminé, sans  
déplacement.

<sup>4</sup> Lorsque cette mesure paraît propre à limiter les risques d'atteinte à l'ordre  
public, le département impose au requérant la mise en place d'un service  
d'ordre. L'ampleur du service d'ordre est proportionnée au risque d'atteinte à  
l'ordre public. Le département s'assure avant la manifestation de la capacité  
du requérant à remplir la charge. Le service d'ordre est tenu de collaborer  
avec la police et de se conformer à ses injonctions.

<sup>5</sup> Lorsque la pose de conditions ou de charges ne permet pas d'assurer le  
respect de l'ordre public ou d'éviter une atteinte disproportionnée à d'autres  
intérêts, le département refuse l'autorisation de manifester.

10.06.2011

**Art. 6, al. 2 (nouveau, les al. 2 à 6 anciens devenant les al. 3 à 7),  
al. 4 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> La police peut s'assurer par des contrôles préventifs du respect par les participants à une manifestation de l'interdiction stipulée à l'alinéa 1.

<sup>4</sup> En cas de violences et de débordements, la police emploie sans délai les moyens adéquats et proportionnés pour rétablir l'ordre et identifier les auteurs de troubles. Les participants à la manifestation sont tenus d'obtempérer immédiatement à ses sommations.

**Art. 8, al. 2 (nouveau)**

<sup>2</sup> Il exerce toutes actions récursoires contre les auteurs des dommages et les organisateurs de la manifestation, dans la mesure où leur responsabilité est engagée.

**Art. 10 (nouvelle teneur)**

Celui qui a omis de requérir une autorisation de manifester, ne s'est pas conformé à sa teneur, a violé l'interdiction édictée à l'article 6, alinéa 1, ou ne s'est pas conformé aux injonctions de la police est puni de l'amende jusqu'à 100 000 F.

**Art. 10A Délai de carence (nouveau)**

<sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire de l'autorisation de manifester ne respecte pas les conditions et charges posées par l'autorisation, ou lorsque, même sans sa faute, la manifestation donne lieu à des atteintes graves aux personnes ou aux biens, le département peut lui refuser toute nouvelle autorisation pendant une période de 1 à 5 ans.

<sup>2</sup> La même mesure s'applique à tout organisateur de fait de la manifestation, même s'il n'est pas le bénéficiaire de l'autorisation de manifester.

**Art. 2 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.